

[Text]

Some people welcome that because they want more powerful provinces and a weaker federal structure. I do not think that is a good priority, but I am in a minority on that issue, as I am on a lot of things. Is it your feeling that the dealings you have had with provincial bureaucrats are worse than, better than or the same as those with the federal officials?

Mr. Amagoalik: We would much prefer to deal with the Government of Canada on most issues. Our experience with the Province of Newfoundland and the Province of Québec has not been good. Mr. Bourassa treats the aboriginal people of Québec with some degree of contempt.

Senator Hébert: That does not only apply to the aboriginal people.

Senator Macquarrie: I did not want to say that, not being from Québec.

Mr. Amagoalik: The relationship between the Inuit of Labrador and the Province of Newfoundland has not been good either. The Government of Canada is limited in its ability to spend the necessary money in Labrador because, for some constitutional reason, anything it does in Labrador has to go through the provincial government. The provincial government of Newfoundland has not always been helpful in our dealings. If the Government of Canada had the ability to spend money directly in Labrador, without having to go through the province, things would happen a lot faster and the Province of Newfoundland would not be taking its cut of the federal money.

Senator Macquarrie: God help us. It is terrible. Would you say that your preference for dealing with the federal government stems from the fact that, however imperfectly it may operate, the federal government works on the recognized premise that it has a responsibility that the provinces do not have?

Mr. Amagoalik: Yes, it does. The federal government understands us much better than do the provincial governments, mainly because it has been dealing with us much longer and it understands our problems more clearly.

Senator Adams: Mr. Amagoalik, you mentioned the second phase of James Bay, and we have been working on that subject in the Energy and Natural Resources Committee in the Senate also. We have heard from Cree witnesses from the James Bay area who are concerned about that second phase. Mr. Bourassa does not feel he needs environmental hearings on the second phase because he felt that the first phase did not have any bad effects on the environment.

In the meantime, the Inuit and Cree who live in that area have been seeing a lot of things happening, such as some of the mammals and fish becoming contaminated as a result of the first James Bay development. If they go ahead with James Bay II, one will see many more effects on the land as a result of it.

[Traduction]

les provinces. Certaines gens accueillent chaleureusement cette mesure parce qu'ils veulent des provinces plus puissantes et une structure fédérale plus faible. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une bonne priorité, mais je fais partie d'une minorité à ce sujet, tout comme pour un tas d'autres choses. Avez-vous l'impression que les négociations que vous avez avec les bureaucrates provinciaux sont pires, meilleures ou aussi bonnes que celles que vous avez avec les agents fédéraux.

M. Amagoalik: Nous préfererions de beaucoup traiter avec le gouvernement du Canada sur la plupart des questions. Notre expérience avec la province de Terre-Neuve et celle du Québec n'a pas été bonne. M. Bourassa traite le peuple autochtone du Québec avec un certain mépris.

Le sénateur Hébert: Cela ne s'applique pas seulement au peuple autochtone.

Le sénateur Macquarrie: Je ne voulais pas le dire, étant donné que je ne suis pas du Québec.

M. Amagoalik: Les relations entre les Inuit du Labrador et la province de Terre-Neuve ne sont pas bonnes non plus. Le gouvernement du Canada est limité dans ses capacités de dépenser les fonds nécessaires au Labrador, parce que, pour des raisons constitutionnelles, tout ce qu'il fait au Labrador doit passer par le gouvernement provincial. Le gouvernement provincial de Terre-Neuve n'a pas toujours été utile dans nos transactions. Si le gouvernement du Canada avait la capacité de dépenser l'argent directement au Labrador, sans passer par la province, les choses iraient beaucoup plus vite et la province de Terre-Neuve ne prèlèverait point sa part de l'argent fédéral.

Le sénateur Macquarrie: Dieu merci. C'est terrible. Voulez-vous dire que votre préférence à traiter avec le gouvernement fédéral vient du fait que, malgré les imperfections de son fonctionnement, le gouvernement fédéral travaille sur le principe établi qu'il a une responsabilité que les provinces n'ont pas?

M. Amagoalik: Oui, c'est pour cette raison. Le gouvernement fédéral nous comprend beaucoup mieux que les gouvernements provinciaux, et essentiellement parce qu'il traite avec nous depuis plus longtemps et qu'il comprend nos problèmes de façon plus claire.

Le sénateur Adams: M. Amagoalik, vous avez parlé de la deuxième phase de la Baie James et nous travaillons également à ce sujet au Comité sénatorial de l'Énergie et des Ressources naturelles. Nous avons entendu des témoins cris de la région de la Baie James qui sont préoccupés par cette deuxième phase. M. Bourassa ne pense pas qu'il a besoin de tenir des audiences sur l'environnement en ce qui concerne cette seconde phase, parce que, selon lui, la première phase n'a eu aucun effet désastreux sur l'environnement.

Dans l'intervalle, les Inuit et les Cris qui vivent dans la région ont vu beaucoup de choses se produire, par exemple certains mammifères et certains poissons sont contaminés à la suite de l'aménagement de la première phase de la Baie James. S'ils vont de l'avant avec Baie James II, ce projet entraînera, verra-t-on, des conséquences beaucoup plus néfastes pour la Terre.